



ASIE DU SUD-EST

L'Union européenne s'emploie à tisser des liens plus étroits avec les pays d'Asie du Sud-Est et à promouvoir l'intégration régionale avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'Union est un acteur économique de poids en Asie du Sud-Est et un important bailleur de fonds d'aide au développement, œuvrant au renforcement des institutions, de la démocratie, de la bonne gouvernance et des Droits de l'homme.

La présente fiche thématique décrit la région d'Asie du Sud-Est. Voir également les fiches thématiques consacrées à l'Asie du Sud ([5.6.7](#)) et à l'Asie orientale ([5.6.8](#)).

BASE JURIDIQUE

- Titre V (action extérieure de l'Union) du traité sur l'Union européenne (traité UE)
- Articles 206 et 207 (commerce) et articles 216 à 219 (accords internationaux) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité FUE)
- Accords de partenariat et de coopération (relations bilatérales)

ASIE DU SUD-EST

A. Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

Le premier sommet de l'ASEAN, en février 1976 à Bali, réunissait l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, ainsi que le Brunei Darussalam, le Viêt Nam, le Laos, le Cambodge et le Myanmar/la Birmanie. L'ASEAN applique une politique stricte de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres. Le 35^e sommet de l'ASEAN s'est tenu à Bangkok, en Thaïlande, en novembre 2019. Les débats ont porté essentiellement sur le commerce, la connectivité et la mer de Chine méridionale. Les parties ont convenu des termes d'un accord de libre-échange, le partenariat économique global régional (RCEP), mais l'Inde a décidé de se retirer de l'accord, inquiète des répercussions sur son économie nationale. L'accord sur le RCEP entre l'Union et l'ASEAN, qui sera signé en 2020, est en passe de devenir le plus grand accord de libre-échange à l'échelle mondiale.

L'Union a un intérêt stratégique à développer l'intégration régionale de l'Asie et elle œuvre à la mise en place d'accords de partenariat et de coopération avec des États membres de l'ASEAN à titre individuel. L'Union européenne est le deuxième partenaire économique de l'ASEAN: elle compte pour 13 % du total des échanges commerciaux de l'ASEAN avec le reste du monde. L'ASEAN est, après les États-Unis et la Chine, le



troisième partenaire non européen de l'Union. Le montant des échanges commerciaux bilatéraux entre l'Union et l'ASEAN s'est élevé à 237 milliards d'euros en 2018 et l'Union était la principale source d'investissements directs étrangers vers l'ASEAN en 2017 (27 milliards d'euros).

B. Dialogue Asie-Europe (ASEM) et réunion du partenariat parlementaire Asie-Europe (ASEP)

Le 12^e sommet du dialogue Asie-Europe s'est tenu à Bruxelles en octobre 2018; ses objectifs étaient de renforcer la coopération économique, de favoriser le dialogue politique et de promouvoir le rapprochement entre les peuples de l'Union et de l'Asie.

La 10^e réunion de l'ASEP s'est pour sa part tenue à Bruxelles en septembre 2018; les parties ont souligné la nécessité d'adopter des mesures rapides et efficaces contre le changement climatique et en faveur de la coopération en matière de sécurité, des relations commerciales et des Droits de l'homme. Le retrait des États-Unis de l'accord de Paris met en évidence l'importance des relations entre l'Asie et l'Europe et du multilatéralisme pour maintenir un ordre mondial fondé sur des règles, ce qui suppose plus de transparence dans les méthodes de travail.

C. Indonésie

Membre du G20, l'Indonésie est la troisième démocratie et le plus grand pays à majorité musulmane du monde. Partenaire clé, il prend une importance croissante pour l'Union européenne.

Le 17 avril 2019, les élections présidentielles et législatives se sont pour la première fois tenues en même temps. Le président Joko Widodo a été réélu et a officiellement entamé son second et dernier mandat en octobre 2019.

L'économie indonésienne est soutenue par un secteur privé fort. Le PIB de l'Indonésie devrait croître d'environ 5 % par an sur l'ensemble de la période 2018-2022. La coopération entre l'Union européenne et l'Indonésie est fondée sur un accord de partenariat et de coopération datant de 2014. Le sixième cycle de négociations d'octobre 2018 en vue d'un ALE complet entre l'Union européenne et l'Indonésie s'est poursuivi dans un large éventail de domaines, notamment le commerce de biens et de services, les investissements et les règles d'origine.

L'Union est le quatrième partenaire commercial de l'Indonésie, avec un volume d'échanges supérieur à 27 milliards d'euros en 2018. Les investissements de l'Union en Indonésie se sont élevés à 33,1 milliards d'euros en 2017.

La huitième session du dialogue entre l'Union européenne et l'Indonésie sur les Droits de l'homme s'est tenue le 8 novembre 2019 à Bruxelles. L'Union a souligné l'importance d'abolir la peine de mort et exprimé son inquiétude concernant le nouveau code pénal indonésien, lequel doit respecter les normes internationales en matière de Droits de l'homme.

La quatrième session du dialogue sur la sécurité et la quatrième session du dialogue politique entre l'Union européenne et l'Indonésie se sont tenues le 12 novembre 2019 à Bruxelles. L'Indonésie fait face à des menaces terroristes et, le 10 octobre 2019, le ministre indonésien des affaires politiques, juridiques et de sécurité a été poignardé



par des membres de l'organisation Jamaah Ansharut Daulah (JAD), un groupe militant lié à l'État islamique qui avait déjà perpétré des attentats suicides par le passé.

D. Myanmar/Birmanie

L'Union a pris une part active au processus de transition démocratique au Myanmar/en Birmanie et a pris la tête de la communauté internationale pour reprendre le dialogue avec ce pays lorsqu'il a commencé à rétablir la démocratie et à s'ouvrir au monde. Il n'existe pas d'accord-cadre formel en raison de décennies d'isolement et de sanctions internationales. En 2016, le Conseil a approuvé la stratégie dans laquelle viendraient s'inscrire les relations avec le Myanmar/la Birmanie.

Depuis les élections de 2015, qui ont fait l'objet d'une mission d'observation de l'Union avec la participation du Parlement, des réformes démocratiques ont été engagées. Aung San Suu Kyi a occupé les fonctions de conseiller d'État, de ministre des affaires étrangères et de ministre du cabinet de la présidence, lesquelles confèrent de réels pouvoirs exécutifs. La Constitution du Myanmar/de Birmanie, élaborée par la junte militaire en 2008, limite les actions du nouveau gouvernement. Le Myanmar/la Birmanie est toujours engagé dans une guerre civile qui dure depuis 1948. Un cessez-le-feu a été conclu en octobre 2015, mais un certain nombre de groupes ethniques insurgés ont refusé de le signer.

L'Union européenne est un partenaire économique solide et un important bailleur de fonds d'aide au développement. Elle a dégagé 688 millions d'euros pour la période 2014-2020 afin de promouvoir la démocratie et le développement institutionnel. Le total des échanges de biens entre l'Union et le Myanmar/la Birmanie s'est élevé à 2,9 milliards d'euros en 2018.

Les violations des Droits de l'homme sont une préoccupation majeure concernant le Myanmar/la Birmanie, notamment les persécutions dont sont victimes les Rohingyas dans l'État de Rakhine. Depuis août 2017, plus de 700 000 Rohingyas sont partis chercher refuge au Bangladesh pour échapper aux persécutions. Le Myanmar/la Birmanie est également aux prises avec une montée du nationalisme bouddhiste et une escalade des tensions intercommunautaires.

En août 2019, des milliers de réfugiés se sont opposés aux tentatives du Bangladesh, du Myanmar/de la Birmanie et des Nations unies de les rapatrier pour des raisons de sécurité. Le 11 novembre 2019, la Gambie a introduit un recours auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) contre le Myanmar/la Birmanie, sur la base de la convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide. Par ailleurs, la procureure de la Cour pénale internationale a demandé la tenue d'une enquête concernant les crimes commis contre les Rohingyas.

E. Philippines

En mai 2016, Rodrigo Duterte a remporté l'élection présidentielle avec 39 % des suffrages. Il a adopté des mesures controversées contre le trafic de drogue, assorties de l'ordre de «tirer pour tuer», qui ont conduit à de graves violations des Droits de l'homme. Le président Rodrigo Duterte réoriente la politique étrangère des Philippines en nouant une nouvelle alliance avec la Chine et la Russie, malgré des désaccords concernant la mer de Chine méridionale. Le 23 mai 2017, il a proclamé l'instauration de



la loi martiale à Mindanao jusqu'à la fin 2019, principalement en raison de la présence alléguée de combattants de l'État islamique à Marawi, ville à majorité musulmane, et dans d'autres villes. L'État islamique a revendiqué les attentats qui ont eu lieu dans le sud des Philippines en septembre 2019.

Le Parlement européen est de plus en plus préoccupé par les violations des Droits de l'homme. Lors de la 108^e session de la Conférence de l'OIT qui s'est tenue le 10 juin 2019 à Genève, l'Union a rappelé aux Philippines qu'elles se sont engagées à ratifier et à mettre en application les conventions internationales sur les Droits de l'homme et les droits des travailleurs, conformément à l'accord SPG+.

L'Union et les Philippines ont signé un accord de partenariat et de coopération en 2011, qui est entré en vigueur en mars 2018. L'Union est un important bailleur de fonds pour les Philippines, avec un apport de 325 millions d'euros pour la période 2014-2020. Les domaines prioritaires sont l'état de droit et la croissance inclusive. Les échanges de biens entre l'Union et les Philippines se sont élevés à 15,6 milliards d'euros en 2018. L'Union est le quatrième partenaire commercial des Philippines. Les Philippines continuent à bénéficier du régime des préférences commerciales au titre du système de préférences généralisées plus (SPG+) de l'Union. Dans sa résolution du 19 avril 2018 sur les Philippines^[1], le Parlement européen a rappelé les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, du régime SPG+ et de l'accord de partenariat et de coopération tout en reconnaissant que des progrès avaient été réalisés dans la mise en œuvre des conventions SPG+.

F. Viêt Nam

Les relations entre l'Union et le Viêt Nam sont entrées dans une phase décisive avec l'entrée en vigueur, en 2016, de l'accord de partenariat et de coopération. Les sommes allouées pour la période 2014-2020 s'élèvent à 400 millions d'euros, principalement en faveur de la bonne gouvernance, de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique.

Le 17 octobre 2018, la Commission européenne a présenté les accords de l'Union portant sur le commerce et les investissements qui devraient entrer en vigueur en 2020.

Le Viêt Nam demeure un État communiste unipartite sans liberté politique, bien qu'il soit l'un des exemples les plus aboutis de transition d'un système économique communiste failli à une économie de marché ouverte. Il est l'un des pays de l'ASEAN affichant la croissance la plus rapide, avec un taux de croissance moyen du PIB de 6,88 % entre 2010 et 2018. Les échanges de biens entre l'Union et le Viêt Nam se sont élevés à environ 50 milliards d'euros en 2018. Les stocks d'investissements directs étrangers au Viêt Nam en provenance de l'Union ont atteint 8,5 milliards d'euros en 2017.

La huitième réunion du dialogue entre l'Union et le Viêt Nam sur les Droits de l'homme s'est tenue à Bruxelles le 4 mars 2019. Les discussions ont porté notamment sur la liberté d'expression, la peine de mort et la cybersécurité.

Le 30 juin 2019, l'Union et le Viêt Nam ont signé un accord de libre-échange et un accord de protection des investissements. Le 17 octobre 2019, l'Union et le Viêt Nam ont signé un accord sur un cadre de participation ayant vocation à établir un cadre

[1]JO C 390 du 18.11.2019, p. 104.



juridique pour la participation du Viêt Nam à des opérations de gestion de crise menées par l'Union européenne.

G. Thaïlande

Le partenariat entre l'Union européenne et la Thaïlande repose sur un accord-cadre signé en 1980. Les deux parties ont achevé des négociations en vue d'un accord de partenariat et de coopération en mars 2013, mais le processus de signature de l'accord a été suspendu à la suite du coup d'état militaire de 2014. Le 11 décembre 2017, le Conseil a adopté des conclusions en vue de reprendre progressivement le dialogue politique. Les négociations sur l'ALE entre l'Union et la Thaïlande pourront reprendre lorsqu'un gouvernement civil démocratiquement élu aura été mis en place en Thaïlande. L'Union est le troisième marché d'exportation de la Thaïlande, qui est elle-même l'un de ses principaux partenaires commerciaux au sein de l'ASEAN. En 2018, les échanges commerciaux bilatéraux se sont élevés à 38 milliards d'euros. La 14^e réunion des hauts fonctionnaires entre l'Union européenne et la Thaïlande s'est tenue à Bruxelles le 16 octobre 2019, et les débats ont porté sur le commerce, les migrations, la coopération, le changement climatique et les questions liées aux Droits de l'homme.

La Thaïlande est une monarchie constitutionnelle, mais dirigée par une junte militaire depuis le 22 mai 2014. L'armée a supprimé l'opposition en imposant la loi martiale et des violations des Droits de l'homme ont été constatées. Le roi Bhumibol Adulyadej est décédé à la fin de l'année 2016. Le roi Maha Vajiralongkorn Bodindradebayavarangkun a été couronné en mai 2019, bien qu'il ait accédé au trône deux ans auparavant.

Les élections législatives du 24 mars 2019 ont été remportées par le parti proche de l'armée, mais certains acteurs ont dénoncé des manipulations, une mauvaise information et des incohérences dans les taux de participation. Prayuth Chan-ocha, l'ancien chef militaire au pouvoir en 2014, a été nommé Premier ministre en juin 2019. Il avait déjà occupé le poste de Premier ministre entre 2014 et 2019, lorsque le Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO) dirigeait le pays. Bien qu'il ait été mis fin au régime militaire en juillet 2019, les militaires disposent toujours d'une certaine influence sur le gouvernement.

En février 2017, la junte a engagé des négociations de paix avec les insurgés dans les provinces méridionales à majorité musulmane. Le Parlement européen a adopté des résolutions sur les Droits de l'homme, les travailleurs migrants et le droit du travail.

H. Cambodge

Les relations de l'Union avec le Cambodge remontent à l'accord de coopération de 1977. L'Union est le premier bailleur de fonds du Cambodge, avec une enveloppe de 410 millions d'euros pour la période 2014-2020, destinée à renforcer la gouvernance et l'état de droit et à aider le tribunal chargé de juger les Khmers rouges. Des années de guerre civile ont fait du Cambodge l'un des États les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. En 1993, à la suite des accords de paix de Paris (1991), le Cambodge a adopté une constitution qui a ouvert la voie à un État démocratique et multipartite libéral et a, depuis, organisé régulièrement des élections.



Le 26 février 2018, le Conseil a adopté des conclusions sur le Cambodge en raison de l'évolution de la situation politique et de la détérioration continue de la démocratie, du respect des Droits de l'homme et de l'état de droit^[2].

Hun Sen, le Premier ministre, et son Parti du peuple cambodgien (CPP), au pouvoir, ont remporté les élections législatives du 29 juillet 2018, bien que l'opposition ait dénoncé le processus électoral comme n'ayant été ni libre ni équitable.

L'un des chefs de file de l'opposition, Kem Sokha, a été arrêté en septembre 2017. Le même mois, le Parlement a adopté une résolution^[3] appelant le gouvernement cambodgien à mettre fin aux poursuites engagées contre M. Sokha pour des motifs politiques. Le 9 novembre 2019, le Cambodge a levé l'assignation à résidence de Kem Sokha. L'Union se félicite de cette nouvelle, même si M. Sokha reste sous contrôle judiciaire et qu'il lui est interdit de prendre part à une quelconque activité politique.

Sam Rainsy, président de l'ancien principal parti d'opposition, le Parti du salut national du Cambodge (PSNC), s'est vu interdire l'embarquement à bord d'un vol reliant la France à la Thaïlande le 7 novembre 2019 après qu'il eut annoncé son intention de retourner au Cambodge. Il est auto-exilé depuis 2015 et le PSNC a été dissout en novembre 2017 après la tentative du CPP d'éradiquer tous les partis d'opposition.

Malgré un taux de croissance économique de 7 % en 2018, l'économie cambodgienne dépend de l'aide internationale et des exportations textiles et est très exposée aux fluctuations des coûts de la main-d'œuvre. En tant que pays faisant partie des moins avancés, le Cambodge bénéficie du régime «Tout sauf les armes» au titre du système de préférences généralisées (SPG) de l'Union. Toutefois, l'Union a détaché une mission au Cambodge en juin 2019 afin d'évaluer les répercussions d'un potentiel retrait temporaire des préférences commerciales accordées au Cambodge, en réponse aux inquiétudes relatives aux Droits de l'homme et du travail.

I. Singapour

Le 13 février 2019, l'Union européenne et Singapour ont ratifié trois accords de nouvelle génération: l'accord de partenariat et de coopération UE-Singapour, l'accord de libre-échange UE-Singapour et l'accord de protection des investissements UE-Singapour. L'accord de libre-échange avec Singapour est entré en vigueur le 21 novembre 2019. Ces accords visent à renforcer les liens politiques, économiques et commerciaux entre les deux parties et permettront de réduire de manière significative les droits de douane de part et d'autre. Les barrières techniques et non tarifaires au commerce des biens seront supprimées dans un grand nombre de secteurs.

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial de Singapour. Les échanges de biens entre l'Union et Singapour se sont élevés à 58 milliards d'euros en 2018. Singapour est l'une des principales destinations des investissements européens en Asie, les stocks d'investissements directs étrangers ayant atteint 227 milliards d'euros en 2017.

[2]<http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/02/26/cambodia-council-adopts-conclusions/pdf>

[3]JO C 337 du 20.9.2018, p. 99.



Le Parti d'action populaire dirige la transition avant les prochaines élections législatives, prévues pour 2021. L'Union et Singapour coopèrent très étroitement dans les domaines du commerce, de la science et de la technologie. L'Union soutient l'action de la société civile singapourienne et réclame expressément l'abolition de la peine de mort.

J. Brunei Darussalam

C'est le sultan du Brunei, Hassanal Bolkiah, qui règne sur l'État, mais le prince Billah Bolkiah assume de plus en plus de responsabilités. Le régime est autoritaire. En 2014, le code pénal a été modifié et est désormais basé sur la charia. En avril 2019, un nouveau code pénal a été promulgué, qui prévoit de nouvelles sanctions telles que la lapidation en cas de relations homosexuelles ou d'adultère et l'amputation en cas de vol. Face au tollé international qui s'en est suivi, le Brunei a étendu son moratoire sur la peine de mort.

L'Union européenne s'emploie activement à renforcer ses relations avec le Brunei malgré l'absence d'accord-cadre. Les relations qu'entretiennent les deux parties passent principalement par l'ASEAN. L'Union était le huitième partenaire commercial du Brunei en 2017 avec un volume d'échanges de biens qui s'est élevé à 362 millions d'euros et se composait principalement de machines, de véhicules à moteur et de substances chimiques.

K. Laos (République démocratique populaire lao)

Les relations entre l'Union européenne et le Laos sont fondées sur un accord de coopération de 1997. L'Union a accordé plus de 500 millions d'euros pour la période 2016-2020 au Laos en vue de soutenir son huitième plan national de développement socio-économique, lequel met l'accent sur l'augmentation de la croissance économique et comprend l'objectif global d'une sortie de la liste des pays les moins avancés d'ici à 2020.

Le commissaire chargé du développement, M. Mimica, s'est rendu en visite au Laos en septembre 2019 afin de renforcer les relations de l'Union avec ce pays et de débattre de sujets tels que la nutrition, la bonne gouvernance et l'aide au commerce.

Le Laos est un État unipartite. Le Parti révolutionnaire populaire lao (LPRP), au pouvoir depuis la fin de la guerre civile en 1975, dirige le pays d'une main de fer et n'a en face de lui aucune opposition. Le Laos approfondit ses relations avec la Chine et avec l'ASEAN dans le but d'attirer des investissements. Les réformes économiques ont débouché sur une croissance économique soutenue (plus de 7 % depuis 2014, 7,3 % en 2018). En dépit de réformes économiques, le pays reste pauvre et continue de dépendre de l'aide internationale. En tant que pays faisant partie des moins avancés, il bénéficie du régime de l'Union «Tout sauf les armes».

La neuvième réunion annuelle du dialogue entre l'Union et la République démocratique populaire lao sur les Droits de l'homme et la gouvernance s'est tenue à Vientiane le 7 mars 2019. L'Union a accordé une attention particulière à la situation en matière de Droits de l'homme. Lors de la 108^e session de la Conférence de l'OIT qui s'est tenue à Genève le 10 juin 2019, l'Union a invité le Laos à s'attaquer au problème de l'exploitation sexuelle des enfants.



L. Malaisie

L'Union et la Malaisie ont achevé, en 2015, les négociations relatives à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération. Après sept cycles de négociation sur l'ALE UE-Malaisie, les négociations ont été suspendues en avril 2012 à la demande de la Malaisie. L'Union est le troisième partenaire commercial de la Malaisie et l'un de ses principaux investisseurs étrangers: les stocks d'investissements de l'Union en Malaisie s'élevaient à 24,5 milliards d'euros en 2017. Le total des échanges de biens entre l'Union et la Malaisie s'est élevé à 39,9 milliards d'euros en 2018. Le PIB de la Malaisie devrait croître de 4,7 % en 2019.

À la fin mars 2019, la Commission européenne a annoncé que, au titre de la directive sur les sources d'énergie renouvelables, qui prévoit un objectif de 32 % de bioénergies durables, il serait progressivement mis fin à l'utilisation de l'huile de palme dans les carburants destinés au transport. L'Indonésie et la Malaisie ont protesté et porté l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Lors des élections législatives de mai 2018, la coalition Barisan Nasional, qui compte dans ses rangs l'Organisation nationale malaisienne unie, a essuyé une défaite pour la première fois dans l'histoire du pays. Mahathir Mohamad a mené l'Alliance de l'espoir (opposition) au pouvoir et remplacé Najib Razak au poste de Premier ministre. Najib Razak a été arrêté après les élections et sera jugé le 3 décembre 2019 pour sept chefs d'accusation de corruption et de blanchiment d'argent.

En novembre 2019, la coalition d'opposition du Barisan Nasional (BN) a gagné une élection partielle pour la circonscription électorale de Tanjung Piai située dans l'état du Johor. Cette élection partielle est la quatrième perdue par la coalition au pouvoir Pakatan Harapan (PH) cette année.

Le Parlement européen condamne la peine de mort, la violation des droits des personnes LGBTI, l'étouffement de l'expression du mécontentement public, ainsi que le manque de possibilités pacifiques d'expression, notamment de débat public.

Jorge Soutullo
11/2019

